Centre intégré
de santé
et de services sociaux
des Îles
Québec

Direction de la qualité, de l'évaluation,
de la performance et de l'éthique

COURRIER ÉLECTRONIQUE

Îles-de-la-Madeleine, le 27 mai 2026

[redacted]

N/Réf. : 26-CISSS-008
Objet : Votre demande d'accès à l'information

[redacted]

Voici la réponse à votre demande d'accès à l'information reçue par notre établissement le 19 mai 2026, par laquelle vous souhaitez obtenir, pour le CISSS des Îles, les informations suivantes (voir éléments en rouge ci-dessous) :

- En date du 1er janvier 2026, combien de postes syndicables non syndiqués étaient existants au sein de votre établissement? 18
- En date du 1er janvier 2026, combien d'individus occupaient un poste syndicable non syndiqué? 15
- En date du 1er janvier 2026, combien de postes de gestionnaires étaient existants au sein de votre établissement?
    - Cadres intermédiaires 31
    - Cadres supérieurs 7
    - Hors-cadre 1
- En date du 1er janvier 2026, combien de gestionnaires étaient à votre emploi?
    - Cadres intermédiaires 27
    - Cadres supérieurs 5
    - Hors-cadre 1
- En date du 1er janvier 2026, combien de gestionnaires avaient un emploi temporaire au sein de votre établissement (ex : mandat temporaire, intérim, etc.)
    - Cadres intermédiaires 4
    - Cadres supérieurs 2
    - Hors-cadre 0

- Au cours de l'année 2025, combien de gestionnaires ont été embauchés par votre établissement?
    - Cadres intermédiaires 1
    - Cadres supérieurs 0
    - Hors-cadre 1

- Au cours de l'année 2025, combien de gestionnaires ont quitté votre établissement?
    - Cadres intermédiaires 3
    - Cadres supérieurs 3
    - Hors-cadre 1
- En date du 1er janvier 2026, combien de gestionnaires étaient en invalidité?
    - Cadres intermédiaires 1
    - Cadres supérieurs 0
    - Hors-cadre 0
- En date du 1er janvier 2026, combien de gestionnaires étaient en invalidité depuis plus de deux (2) ans?
    - Cadres intermédiaires 0
    - Cadres supérieurs 0
    - Hors-cadre 0
- Concernant le règlement des litiges découlant du temps supplémentaire réalisé par les gestionnaires pendant la pandémie COVID-19 :
    - Au cours de l'année 2025, combien de gestionnaires ont reçu des sommes liées audit règlement? 0, les sommes ont été réglées en 2024.
    - Globalement, quelles sommes ont été versées à ce titre? 23 355$

Conformément à l'article 51 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, RLRQ, c. A-2.1, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-jointe une note explicative à cet effet.

En espérant le tout à votre convenance, veuillez accepter, [redacted] nos plus sincères salutations.

En remplacement de Chantal Provost, directrice de la qualité, de l'évaluation, de la performance et de l'éthique



Myriam Turbide, conseillère-cadre et gestionnaire d'accès RI-RTF
MT/gg

AVIS DE RECOURS

À la suite d'une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.*

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit ; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (article 137).

Les adresses de la Commission d'accès à l'information sont les suivantes :

Québec
525, boul. René-Lévesque Est
Bureau 2.36
Québec (Québec) GlR 5S9
Tél.: 418 528-7741
Numéro sans frais:1 888 528-7741
Téléc. : 418 529-3102

Montréal
500, boul. René-Lévesque Ouest
Bureau 18 200
Montréal (Québec) H2Z 1W7
Tél. : 514 873-4196
Numéro sans frais : 1 888 528-7741
Téléc. : 514 844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (article 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (article 135).